

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Jean-Paul BERNARD, *Les Rouges, Libéralisme, nationalisme et anticléricalisme au milieu du XIXe siècle*

par Nive Voisine

Recherches sociographiques, vol. 13, n° 1, 1972, p. 157-158.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/055570ar>

DOI: 10.7202/055570ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

Le livre de Jean Provencher, écrit dans un style alerte, nous fait revivre au jour le jour le climat de révolte qui a régné à Québec au printemps de 1918 lors de la crise de la conscription. Une politique de recrutement maladroite avait fini par exaspérer une population traditionnellement paisible. L'auteur tend à démontrer que les dégâts auraient pu être limités, n'eût été la panique des autorités civiles et l'obstination aveugle des chefs militaires à qui on avait cédé le pouvoir légitime. On s'étonne, par ailleurs, du rôle effacé du gouvernement du Québec dans toute cette affaire ; le premier ministre du temps, Lomer Gouin, semble avoir été relégué au second plan.

Les sources utilisées par Jean Provencher sont abondantes et variées ; l'auteur a su les exploiter avec discernement pour appuyer ses affirmations ; car malgré une sympathie évidente pour les émeutiers, il évite le parti-pris simpliste et conserve une distance nécessaire face aux événements. On peut cependant lui reprocher une certaine myopie au niveau des conclusions. Soucieux de coller le plus possible aux faits, Provencher demeure prisonnier de son récit. Il aurait pu, en terminant, poser quelques jalons qui auraient permis d'établir un lien entre la crise de la conscription et la structure sociale de l'époque.

Fernand HARVEY

*Institut supérieur des sciences humaines,
Université Laval.*

Jean-Paul BERNARD, *Les Rouges. Libéralisme, nationalisme et anticléricalisme au milieu du XIX^e siècle*, préface de Fernand Dumont, Montréal, Les Presses de l'Université du Québec, 1971, xx-395 p.

La thèse de Jean-Paul Bernard était attendue depuis longtemps, elle ne déçoit pas.

Comme le long titre de l'ouvrage l'indique, l'auteur étudie les Rouges au triple point de vue du libéralisme, du nationalisme et de l'anticléricalisme. Il approfondit ces trois thèmes à l'intérieur d'une étude chronologique de l'évolution du groupe radical de 1847 à 1867.

L'auteur voit quatre phases dans l'histoire du groupe radical. Le parti est vraiment lancé avec les débuts du journal *L'Avenir* en 1847 ; c'est là qu'il expose son programme, c'est autour de cette publication qu'il regroupe ses forces, c'est grâce à elle qu'il influence la société canadienne, si bien que le clergé commence bientôt à s'inquiéter. De 1852 à 1858 viennent « les années de maturation et d'expansion ». *L'Avenir* est disparu, remplacé par *Le Pays*, mais l'Institut canadien de Montréal connaît ses meilleures années et propage les idées libérales ; peu à peu de nouveaux journaux commencent à appuyer le mouvement et à faire connaître son programme partout au Québec. Malgré tout, les élections de 1857-1858 sont décevantes pour les libéraux qui ne peuvent faire accepter leurs idées par la population. Les années qui suivent (1858-1863) augmentent encore les « difficultés du libéralisme québécois ». M^{re} Ignace Bourget, de Montréal, commence, en 1858, son long combat contre l'Institut ; malgré une résistance ferme, celui-ci perd une partie de sa clientèle. Le parti rouge lui-même est ébranlé par des divisions et les « modérés » souhaitent la formation d'un parti autour de Louis-Victor Sicotte. Enfin, une dernière phase de 1863-1867 : « un double échec et la régression de la tradition radicale ». Antoine-Aimé Dorion connaît peu de succès à la tête du gouvernement et les libéraux ne réussissent pas à s'entendre avec

les autorités religieuses. La grande coalition de 1864 bouleverse le paysage politique canadien et laisse les Rouges comme seuls opposants irréductibles à la Confédération. Mais le *Syllabus* de Pie IX a donné des armes nouvelles à leurs adversaires religieux et politiques et le clergé poursuit de plus en plus toute velléité libérale. Les élections de 1867 montrent que les Rouges ont perdu pied ; la désintégration de l'Institut avec l'affaire Guibord aboutit au passage du « libéralisme véritable » au simple libéralisme politique électoralement rentable. C'est la fin du rougisme et le triomphe graduel de l'idéologie conservatrice et cléricale.

C'est d'ailleurs l'analyse de cette lutte des Rouges et de l'Église qui semble la meilleure du volume. L'auteur fait bien voir les affrontements qui surviennent dès 1848 et qui ne sont pas « qu'une simple question de personnalités ». Du côté ecclésiastique, on acceptait mal les propos de *L'Avenir* sur les affaires romaines et certains points du programme rouge faisaient peur. D'où l'attaque des journaux « religieux » et de certains prêtres, et les polémiques interminables sur les questions de la dîme ou l'histoire religieuse canadienne. L'auteur retrace avec nuances les péripéties de cet affrontement et ne manque pas de faire voir les conséquences funestes de certains entêtements de part et d'autre, qui font échouer, par exemple, la tentative d'accommodement de l'année 1863 dont la réussite aurait peut-être permis l'économie des luttes stériles des années 1870.

Au total, l'étude de Jean-Paul Bernard nous apparaît éclairante, nuancée, objective ; elle fait progresser d'une façon certaine notre connaissance de l'idéologie du XIX^e siècle. L'analyse du contenu doctrinal est faite selon une méthode sûre ; celle de l'extension des idées libérales nous apparaît plus aléatoire. L'auteur lui-même reconnaît l'ambiguïté des résultats d'élections ; nous sommes encore plus réticent que lui car, à mesure que sont faites des monographies, nous nous rendons compte que l'idéologie a plus ou moins d'influence sur le comportement électoral et que les résultats électoraux ne sont pas toujours de bons indices de l'état des courants d'idée. L'élection de 1867 en est, je crois, l'exemple le plus frappant où la question de la Confédération ne joue qu'un rôle secondaire, sauf dans quelques régions.

Ces remarques ne diminuent pas l'intérêt que nous avons pris à la lecture de cet ouvrage ; nous souhaitons le même plaisir à tous ceux, nombreux nous l'espérons, qui voudront connaître l'œuvre de Jean-Paul Bernard.

Nive VOISINE

*Département d'histoire,
Université Laval.*

Gérard VEILLEUX, *Les relations intergouvernementales au Canada, 1867-1967*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 1971, 142 p.

Écrit par un fonctionnaire qui s'occupait des questions fédérales-provinciales tour à tour pour le gouvernement du Manitoba, le gouvernement fédéral et celui du Québec, le volume de Gérard Veilleux vient combler un vide dans un domaine important du fédéralisme canadien qui avait peu séduit jusqu'ici les politologues de langue française.

Retraçant l'évolution historique des relations intergouvernementales de 1867 à 1967, l'auteur divise cette période en trois grandes étapes selon l'élément dominant de